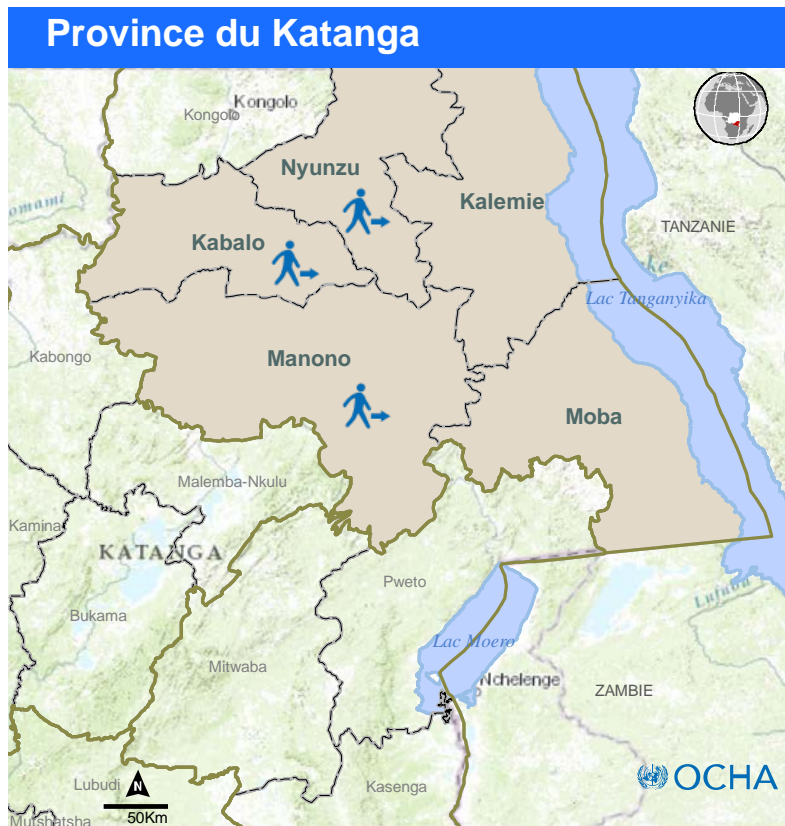


Faits saillants

- Près de 80 000 déplacés enregistrés en 15 mois de conflit communautaire dans le Tanganyika
- Plus de 62 000 déplacés risquent d'être abandonnés à cause de l'effondrement d'un pont

Contexte

Depuis le début de mois de juillet, la situation sécuritaire se détériore suite au conflit communautaire opposant les Pygmées et Lubas dans les territoires de Kabalo, Manono et Nyunzu. Entre juillet et 22 aout, plus de 47 600 personnes ont fui les affrontements et sont en déplacement. Ce chiffre vient s'ajouter au plus de 32 000 autres personnes déplacées au premier semestre 2014 dans ces mêmes territoires ainsi qu'à Kalemie et Moba. Des milliers d'autres habitants se trouveraient dans des zones qui sont inaccessibles en raison de l'insécurité et de l'état des routes.



Outre les déplacements qu'engendre ce conflit, ces personnes expriment aussi des besoins dans tous les domaines. La majorité de ces déplacés est hébergé dans des écoles, une autre partie se trouve dans des familles d'accueil dont les conditions sont aussi précaires. Jusque là, les acteurs humanitaires n'ont assisté que les déplacés de Kabalo. Ceux qui sont dans les autres territoires du District de Tanganyika sont toujours sans l'aide humanitaire faute des ressources disponibles.

Le Programme mondial alimentaire (PAM) a distribué à Kabalo des biscuits énergétiques. Cependant, le PAM manque des ressources pour organiser des rations alimentaires car

Kabalo ne fait pas partie ces zones d'intervention d'urgence. Le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), quant à lui, a pré-positionné des kits PEP pour la prise en charge d'une cinquantaine des victimes des violences sexuelles dans la zone de santé de Kabalo. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) organise, dans la zone de santé de Kabalo, à travers ses partenaires des cliniques mobiles en faveur des femmes. Le mécanisme de Réponse Rapide aux Mouvements de Populations (RRMP) vient de clôturer une distribution en articles ménagers essentiels à près de 3 000, soit 61 % des déplacés se trouvant dans le Territoire de Kabalo. Cependant, malgré cette assistance, l'aide aux déplacés de ce conflit reste faible en général. Du nombre total des personnes déplacées internes (près de 80 000 déplacés de juin 2013 au 22 aout 2014), 24% seulement des déplacés ont été partiellement assistés. 76% autres demeurent sans assistance humanitaire à ce jour, car les acteurs humanitaires n'ont pas assez de moyens.

Du coté des autorités, bien que des initiatives visant à résoudre ces tensions aient été prises, le succès escompté peine à venir. Une trentaine de personnes présumées auteurs de ce conflit sont aux arrêts depuis quelques jours.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo
Saidou Hamani, Chef de Sous-Bureau, OCHA Katanga, hamanis@un.org, +243 97 000 37 60
Jolie Laure Mbalivoto, Chargée de l'information publique, OCHA Katanga, mbalivotoj@un.org, +243 81 706 12 37
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, +243 97 000 37 50

Accès humanitaire

Le pont reliant les localités de Dubie, Kanteba, Kiambi à la cité de Manono s'est effondré. Long de près de 10 mètres, ce pont servait de passage aux humanitaires pour assister plus de 62 000 vulnérables dans ces villages. L'écroulement aura des conséquences sur les activités humanitaires dans la partie sud-est du territoire de Manono (Kahongo, Kishale, Mpiana et Shamwana), zone la plus touchée par les incendies des maisons, tueries et autres exactions. Cette inaccessibilité va aussi rallonger le temps de voyage, passant d'une journée à trois jours pour y arriver, avec un impact négatif sur les coûts logistiques.

Besoins et réponses humanitaires

Paludisme

- Du 01 janvier au 17 août, le Katanga a enregistré plus d'un million de cas suspects de paludisme, près de 2 000 personnes en sont mortes. De ce chiffre, 40% représentent les cas dus au paludisme grave et environ 60% de ces cas s'accompagnent de complication due à l'anémie. Cette année, les experts de la santé ne s'attendent pas à une amélioration de la situation. Ils pensent que des milliers d'autres cas de paludisme sont attendus d'ici la fin de l'année, au regard de la tendance actuelle. En 2013, le Katanga avait notifié plus de 1,4 millions de cas dont 2 618 décès. Face à cette flambée, tous les partenaires impliqués dans la lutte contre le paludisme au Katanga déploient des efforts pour renforcer les actions d'information et de sensibilisation des populations pour le changement de comportement vis-à-vis de l'utilisation des moustiquaires imprégnées. Dans certaines zones, la population se sert des moustiquaires distribuées par les partenaires comme filet de pêche. Dans le cadre de la campagne universelle de distribution des moustiquaires, UNICEF en collaboration avec USAID, la Banque Mondiale et le Gouvernement congolais, a distribué 5,3 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticides dans 67 zones de santé sur les 68 que compte le Katanga en 2012. Seule la zone de santé de Kilwa n'avait pas été touchée par cette distribution à cause de l'insécurité. En 2014, ces partenaires ont distribué 50 000 autres moustiquaires à Kilwa. La prochaine campagne de distribution des moustiquaires est prévue en 2015.

Epidémie de choléra

5 560 cas de choléra (180 décès) ont été enregistrés dans la province du 01 janvier au 17 août, avec une tendance à la baisse depuis le début de mois de juin. Cependant la situation dans les zones de santé de Kikondja, Mukanga et Nyemba évoluent en dents de scie d'une semaine à une autre.

- Dans les zones de santé de Lubumbashi, Moba et Pweto, l'ONG Solidarités internationales se désengage des activités de prévention (sensibilisation, chloration, désinfection) d'ici le 30 août. Avec un financement du Fonds Commun Humanitaire (Pooled Fund) en RDC, Solidarités internationales a aidé à réduire et prévenir les risques de transmission du choléra et autres maladies diarrhéiques d'origine hydriques à travers des réponses d'urgence dans les communautés affectées par le choléra. D'après l'organisation, la fin de ce projet n'aura pas d'impact dans la communauté car d'autres bailleurs ont financé (UNICEF et DFID) les activités des reprises communautaires dans ces mêmes zones de santé. Même s'il n'existe pas de gaps en prévention dans les zones couvertes par Solidarités internationales, l'insuffisance des ressources pour la mise en œuvre des paquets complets d'intervention dans la communauté (sensibilisation, prévention, chloration, désinfection) et un pauvre respect des règles basiques d'hygiène se pose dans d'autres zones de santé.

Articles ménagers essentiels et Abris (AME/Abris)

- Du 12 au 15 août, RRMP a assisté plus de 10 000 personnes déplacées internes installées à Kakonona, Kasama et à Mpenge, dans le Territoire de Pweto, en articles ménagers essentiels. RRMP se prépare à assister 18 000 autres déplacés à Lwizi (Nyunzu) et Kishale (Kabalo). Depuis juin dernier, la zone entre Lwizi et Kishale est très instable et enregistre d'importants mouvements de populations, à la suite des affrontements entre les Mayi Mayi et les pygmées. A Lwizi, par exemple, jusqu'à ce jour, d'autres ménages continuent à venir s'installer dans cette localité et ses environs. Les résultats des évaluations réalisées à Lwizi et Kishale par l'équipe de RRMP indiquent que ces personnes vulnérables vivent dans des conditions déplorables. Pour le moment, aucun autre partenaire n'a la capacité d'intervenir.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Saidou Hamani, Chef de Sous-Bureau, OCHA Katanga, hamanis@un.org, +243 97 000 37 60
Jolie Laure Mbalivoto, Chargée de l'information publique, OCHA Katanga, mbalivotoj@un.org, +243 81 706 12 37
Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, +243 97 000 37 50

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net et sur @UNOCHA_DRC